

## AFGHANISTAN

# Les taliban et la drogue

La paternité des attentats terroristes dont les Etats-Unis viennent d'être la cible ayant été attribuée par Washington aux réseaux du « milliardaire » saoudien Oussama Ben Laden dont les taliban sont actuellement les protecteurs, de nombreux organes de presse n'ont pas hésité à affirmer en noircissant un peu plus ces représentants du « Mal » que la drogue était une des sources importantes de financements de leurs opérations. La réalité est beaucoup plus complexe.

D'abord lorsque les taliban prennent le pouvoir à Kaboul en 1996, ils ne font qu'hériter d'une situation qui a transformé l'Afghanistan, depuis le début des années 1990, en premier producteur mondial d'opium devant la Birmanie. La production a représenté annuellement de 1994 à 1998, entre 2000 et 3000 tonnes de matière première, dont seule une fraction était transformée sur place en morphine et en héroïne, la plus grande partie l'étant essentiellement en Turquie, le reste au Pakistan ou dans certaines républiques d'Asie centrale et du

Caucase. En 1999 et 2000, tous les records ont été battus avec respectivement une production de 4 500 t et 3 200 t. Mais, même dans ce cas, tous les experts<sup>1</sup> sont d'accord pour estimer que les taxes perçues par les taliban sur la production agricole d'opium (dont la plus grande partie en nature), les laboratoires de transformation et le transit de la morphine et de l'héroïne, se situaient annuellement entre 50 et 100 millions de dollars. Une somme minime au regard de la fortune de Ben Laden et de l'aide apportée (soit sous forme monétaire soit en armement) par ses sponsors saoudiens et le Pakistan, les principaux soutiens des taliban. Le 27 juillet 2000, l'Emir des taliban, Mollah Omar, a publié un décret interdisant la culture du pavot comme impie. Ses envoyés dans les zones productrices ont affirmé aux paysans que la sécheresse qui frappait le pays était une punition d'Allah pour avoir cultivé la drogue. Le résultat c'est que ces derniers, sans que les taliban aient à user de beaucoup de pressions, se sont en général abstenus de semer le pavot à l'automne. Une étude de terrain du PNUCID<sup>2</sup> menée au début de l'année 2001 dans les deux principales provinces productrices, l'Helmand et le Nangahar, ainsi que dans les autres régions sous contrôle des taliban, fait apparaître que les surfaces cultivées y sont passées de 71 000 hectares en 2000 à 27 h seulement en 2001. La décision de Mollah Omar avait sans doute pour objectif de lever un des principaux obstacles à l'attribution à l'ONU du siège de l'Afghanistan aux taliban. Les talibans pensaient alors être en mesure de balayer en 2001 les forces de l'Alliance du Nord dirigées par Ahmed Shah Massoud. Les sanctions

de l'ONU ont renforcé le secteur des « durs » à l'intérieur du mouvement qui ont décidé de la destruction des bouddhas de Bamyian, ce qui a réduit à néant les bénéfices que pensaient tirer les taliban de l'éradication de l'opium. Il n'est pas exclu non plus que cette mesure ait été financièrement compensée, totalement ou en partie, par les mafias pakistanaises et centrale asiatique de la drogue, qui du fait des stocks accumulés au cours des deux récoltes record des années précédentes, risquaient de voir s'effondrer les prix de l'héroïne sur le marché international.

Il n'a cependant pas été possible au PNUCID d'évaluer la situation dans des régions où l'année précédente le pavot était cultivé sur 12 000 hectares, notamment dans celles sous contrôle de l'Alliance du Nord (3 000 hectares). A l'automne 2001, les saisies d'héroïne n'ont pas diminué d'intensité au Tadjikistan, sans que l'on sache si cette drogue est prélevée sur d'éventuels « stocks », ou si elle provient de zones de culture non éradiquées. Il est probable que la drogue finance des groupes fondamentalistes d'Asie centrale, comme celui de Djouma Namangami, l'un des fondateurs du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MOI), dont les bases sont situées dans le nord de l'Afghanistan. En 2000, après avoir fait une incursion au

Suite P. 2

### N° 1 - Octobre 2001

#### MACÉDOINE

Les liaisons dangereuses de la guérilla albanaise **P. 2**

#### NÉPAL

Cannabis et rébellion maoïste **P. 5**

#### NIGERIA

Lutte contre la drogue, nouvelles ambitions **P. 6**

#### ESPAGNE

Les trafiquants galiciens se reconvertissent **P. 8**

1• En particulier ceux du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et les auteurs du Rapport annuel de l'OGD (Observatoire géopolitique des drogues) 98-99.

2• UNDCP Global Impact of the Ban on Opium Production in Afghanistan, July 2001 (second update).

Kirghizstan l'année précédente à la tête de 750 hommes pour tenter de gagner l'Ouzbékistan, il a dû se replier non sans infliger de lourdes pertes aux forces de l'ordre de ce pays. Il a ensuite entraîné ses hommes en Afghanistan et, changeant de stratégie, les a infiltré par petits groupes au nord et à l'ouest de l'Ouzbékistan. Selon la correspondante du journal *Le Monde*<sup>3</sup> « ce jeune chef de guerre (Djouma Namangani) à la brut-

lité légendaire chercherait surtout à contrôler les bonnes voies de passage de la drogue, pour augmenter sa « surface » de marché et donc sa puissance ». On a pu remarquer que les deux incursions de 1999 et 2000 se sont produites quasiment jour pour jour, peu après la récolte d'opium ; comme si elles avaient pour but de contrôler des routes d'acheminement de ce dernier. Si Ben Laden n'a vraisemblablement pas besoin

de recourir à l'argent de la drogue pour financer sa croisade anti-occidentale, il n'en est pas de même pour ces petits chefs de guerre locaux qui aspirent à déstabiliser l'Asie centrale encore sous influence russe.

3• Sophie Shihab « L'Onde de choc de la guérilla islamiste s'étend en Asie centrale », samedi 9 septembre 2000, p.2 et « Uzbek Rebels Head for Ferghana » in « Intelligence » *Far Eastern Economic Review* du 18 janvier 2001.

## MACEDOINE SERBIE

# Les liaisons dangereuses de la guérilla albanaise

**Les guérillas des minorités albanaises relancées en Serbie et en Macédoine, respectivement en fin d'année 2000 et en début d'année 2001, sont incontestablement liées à l'économie mafieuse locale.**

**En effet, les affrontements et l'absence de contrôles policiers dans les zones de conflits offrent les meilleures conditions pour développer les trafics illégaux. La guérilla albanaise développe plus facilement ses actions en Macédoine et les résultats de l'opération Moisson Essentielle des forces de l'OTAN sont encore incertains.**

**E**n mars 2001, Sokol Kociu, ex-numéro 1 de la police judiciaire d'Albanie, et Mentor Hadergjonaj, originaire du Kosovo, sont arrêtés à Tirana pour trafic de cocaïne entre la Colombie et l'Europe. Peu après, le journal proche du pouvoir albanais *Koha Jone* évoque de prétendus liens entre ce trafic et le kosovar Ramush Haradinaj, ex-commandant de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), devenu leader du parti de l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK). L'attaque contre Haradinaj suscite la réaction du journal indépendant *Tema*, qui la dénonce et la relie à la présence simultanée à Tirana d'un autre kosovar, Hashim Thaçi, ancien chef politique de l'UCK, leader de l'autre parti issu de la guérilla, le Parti démocratique du Kosovo (PDK) et rival de Ramush Haradinaj.<sup>1</sup> Cette passe d'arme médiatique met en lumière les enjeux politiques et les trafics qui unifient l'espace albanophone. En Macédoine comme en Serbie, un objectif fondamental

de certains des chefs rebelles albans est d'amener le déploiement de troupes internationales sur les territoires contestés. Les zones de conflits évacuées par les forces de sécurité locales échapperaient ainsi aux contrôles et opérations classiques de la police et des douanes. Une situation qu'a connue le Kosovo et qui facilite les actions de la guérilla albanaise. Le 9 juin 1999, la signature de l'accord de Kumanovo met fin au conflit au Kosovo et la province passe sous administration internationale. Le Kosovo devient la proie des clans mafieux locaux ou importés d'Albanie et de Macédoine, notamment ceux qui gravitent autour de responsables de l'UCK depuis 1998, leur procurant des armes et de l'argent. Le contrôle des trafics (essence, cigarettes, matériaux de construction, drogues, prostituées, etc.) et des territoires (racket des commerces et des entreprises) exacerbent les tensions, occasionnant de nombreux assassinats. La province

redevient un terrain de transit vers l'Albanie et le Monténégro, sur la route Adriatique de l'héroïne. Des saisies d'anhydride acétique à la frontière indiquent que la production s'y développe, de même que la consommation, favorisée par les traumatismes de la guerre et surtout par la présence de soldats occidentaux et du personnel des administrations internationales. La marijuana et le haschisch sont importés d'Albanie, comme la cocaïne d'Amérique latine, pénétrant au Kosovo par le nord de l'Albanie ou les routes de Macédoine. Dans la lutte pour le contrôle du Kosovo, les clans proches d'Hashim Thaçi bénéficient de ses bonnes relations avec

1• Depuis les élections locales d'octobre 2000. Les deux partis (AAK et PDK) sont arrivés respectivement troisième et deuxième derrière leur principal adversaire, la Ligue Démocratique du Kosovo (LDK), dirigée par Ibrahim Rugova. Le leader de la LDK s'est toujours positionné contre toute action de guérilla au Kosovo.

Skopje et Tirana. En Macédoine, le Parti Démocratique des Albanais (PDA) d'Arben Xhaféri, qui partage le pouvoir avec les nationalistes macédoniens du VMRO (héritiers de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne), est proche du parti d'Hashim Thaçi, tandis qu'à Tirana, les liens sont maintenus par le conseiller Xhavit Haliti, représentant local du gouvernement UCK en 1999, et proche des services secrets albanais. Moins bien lotis, d'anciens commandants de l'UCK entrent en conflit avec Hashim Thaçi, parmi lesquels Sabit Geçi, Rustem Mustafa « Remi », installés dans la capitale Pristina mais aussi Ramush Haradinaj, puissant à l'ouest de la province, près du Monténégro et du nord de l'Albanie. Le 12 septembre 2000, les soldats italiens de la KFOR ont mis en cause Ekrem Lluka un riche homme d'affaires proche de Haradinaj dont il financerait le parti. La KFOR avait saisi près de quarante tonnes de cigarettes de contrebande dans un entrepôt de l'homme d'affaire à Peç, à l'ouest de la province. Libéré contre une forte caution, Lluka est aussi soupçonné par la police de la mission des Nations-Unies au Kosovo (MINUK) d'être impliqué dans le trafic de drogue balkanique.

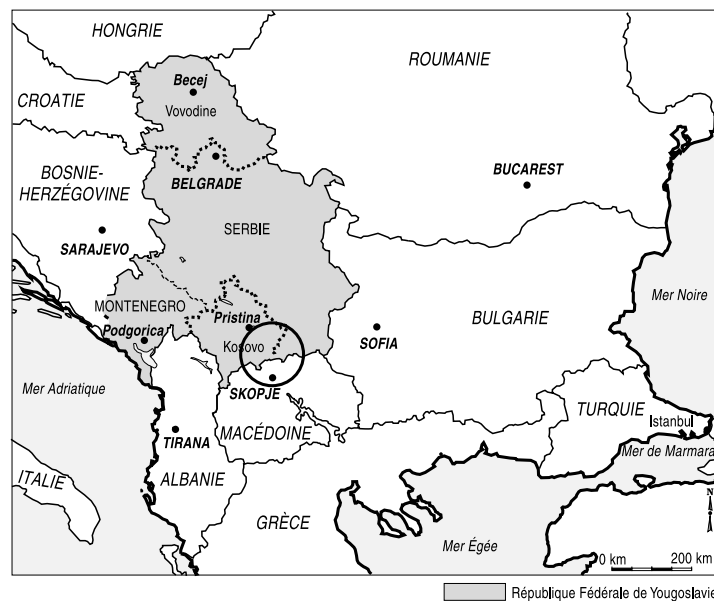
### Rivalités claniques et mafieuses

Pendant l'année 2000, les rivalités politiques, claniques et mafieuses se développent au Kosovo et, lentement mais sûrement, se répercutent en Macédoine où les liens familiaux et politiques avec le Kosovo sont forts. En effet pour les trafics locaux en Macédoine, deux types de filières se distinguent : « les filières protégées » (faux certificats commerciaux, collusion d'agents douaniers), contrôlées sur les routes principales par des groupes proches des partis au pouvoir (PDA albanais et nationalistes macédoniens), et des « filières autonomes », qui empruntent les voies terrestres secondaires à travers les zones montagneuses et forestières difficiles d'accès. En 2000, le numéro 2 du PDA albanais, Menduh Thaçi, réputé proche des cercles mafieux de son pays et montré du doigt à propos de la contrebande de cigarettes, serait entré en conflit

avec certains trafiquants. Dans ce contexte tendu, les élections locales en Macédoine de septembre 2000, contrairement à celles au Kosovo en octobre, se déroulent dans un climat de violence, surtout dans les zones albanaises, où les affrontements entre « activistes » font un mort et plusieurs blessés. Dès lors, le PDA, qui s'est maintenu au pouvoir avec les nationalistes macédoniens au prix de fraudes nombreuses, est largement discrédité, accusé de corruption comme tout le gouvernement macédonien, et a perdu sa capacité de contrôle sur la population albanaise.

La Macédoine est à la fois fragilisée par ces conflits de filières à la frontière avec le Kosovo et par la lutte d'intérêts mafieux dans la région à population albanaise de Serbie, la vallée de Presevo, le long de la route reliant Salonique à Belgrade. La route entre Gnjilane et Bujanovac est la porte orientale du Kosovo. Gnjilane est le premier centre du trafic de drogue de la province. L'héroïne arri-

quantités destinées au Kosovo interceptées en amont de la route des Balkans), notamment deux kg d'héroïne et de cocaïne en octobre 1999, et plus récemment 1,5 kg d'héroïne et des quantités supplémentaires d'héroïne et de cocaïne début juin 2001. En janvier 2000, apparaît dans cette zone l'Armée de libération de Presevo, Medvedja et Bujanovac (UCPMB) qui veut libérer ces trois régions de l'emprise serbe. L'UCPMB lance des attaques sporadiques, essentiellement sur l'axe Gnjilane-Bujanovac. Basée à Dobrosin, dans la zone tampon interdite à l'Armée yougoslave, elle peut observer la route et les activités de la police serbe. Celle-ci y a été redéployée après son départ du Kosovo, afin d'endiguer les trafics provenant de la province et du Monténégro (pétrole, cigarettes, drogues) qui concurrencent ceux du clan Milosevic à Belgrade. De janvier 2000 à mars 2001, la majeure partie des combats a lieu près des villages situés sur cette route (Konculj, Lucane) ou bien en bordure

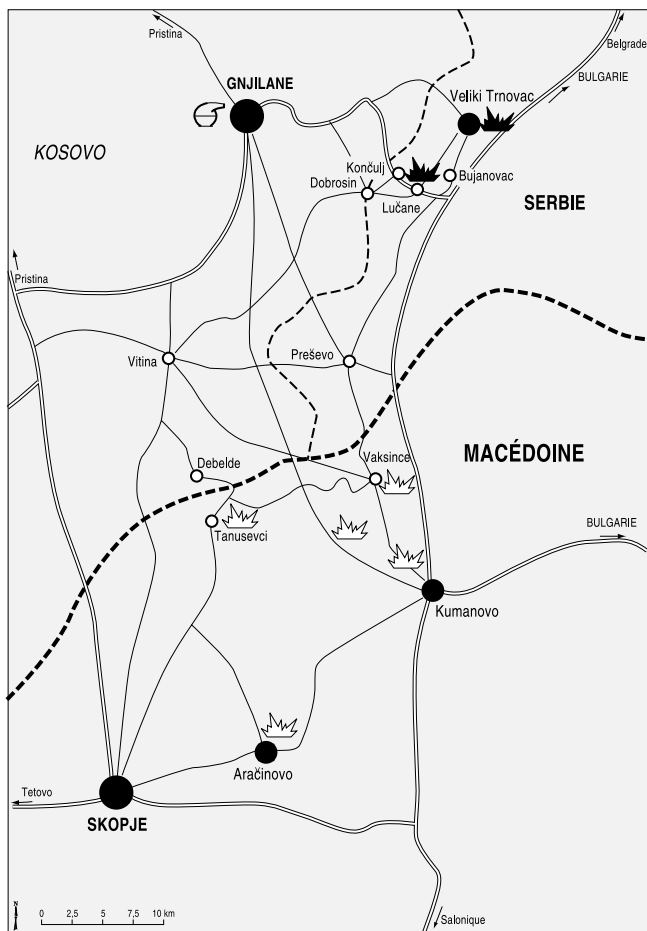


vant par Sofia (Bulgarie) via la Macédoine ou la Serbie y est entreposée puis redistribuée, vers l'ouest mais surtout vers la Serbie en direction de Budapest, Bratislava et Prague, relais des réseaux albanais vers le reste de l'Europe. Des laboratoires d'héroïne pourraient également s'y trouver. Selon le porte-parole de la mission des Nations-Unies, c'est dans cette région qu'ont régulièrement lieu la plupart des saisies importantes de drogues dans la province (très faibles en regard des

comme Veliki Trnovac, étape de la route albanaise de l'héroïne connue d'Interpol dès les années 1980, d'où sont originaires de grandes familles mafieuses.

### Contrôler la route

Le contrôle de la route est l'enjeu principal du conflit, la guérilla comme la police serbe multipliant les check points et les policiers serbes tués étant souvent victimes de mines antichars déposées par la guérilla



- Dépôts importants d'héroïne
- Dépôts secondaires d'héroïne
- ⊕ Zone de laboratoires d'héroïne
- Axe principal de circulation
- Route secondaire ou chemin carrossable utilisés par les trafiquants
- Frontière nationale
- - - Frontière interne
- Principales zones de combats entre rebelles albanais et forces gouvernementales
- ⚡ janvier 2000/mars 2001
- ➔ février 2001/juillet 2001

aux endroits habituels de passage des patrouilles. Lorsque le clan Milosevic et ses réseaux mafieux tombent au début d'octobre 2000, de nouvelles recompositions régionales s'annoncent et des clans albanais décident de lancer une offensive, développant les effectifs de l'armée de libération de Presevo (UCPMB), posant à nouveau des mines anti-chars sur la route Gnjilane-Bujanovac et intensifiant le trafic d'armes et de drogue. En quatre opérations sur des filières turco-albanaises, les douanes bulgares saisissent plus de 250 kg d'héroïne destinés à la Macédoine et au Kosovo entre la fin d'octobre et la fin de l'année 2000. La guérilla attaque et occupe de nombreux villages le 22 novembre 2000, espérant une réaction violente de Belgrade et une intervention internationale. Deux personnages illustrent les ambiguïtés d'intérêt des rebelles albanais, en Serbie comme en Macédoine. Parmi les commandants les plus radicaux de l'armée de libération de Presevo se trouvait Muhamed Xhemajli, qui dénonce les négociations avec les autorités serbes en avril 2001. Il aurait alors quitté l'UCPMB pour continuer seul

son combat. Xhemajli aurait été un important trafiquant de drogue en Suisse avant de rejoindre l'UCK au Kosovo en 1998. Xhavit Hasani, du village macédonien de Tanusevci au nord de Skopje, tout près du Kosovo, est un chef rebelle qui a fui la Macédoine en 1998 pour une affaire criminelle. Au Kosovo, il rejoint l'UCK et combat près de Vitina. Après juin 1999, il est soupçonné de contrôler les trafics (drogues, armes, prostituées) dans cet espace frontalier entre la Macédoine, le Kosovo et la Serbie. Suspecté d'être impliqué dans la guérilla de Presevo et dans des meurtres contre des serbes au Kosovo, il est jugé indésirable par les Nations-Unies et expulsé du Kosovo vers la Macédoine en mars 2000. Il en repart libre le 4 avril 2000, contre une caution de 200 000 Deutschmarks et en « échange » de quatre gardes-frontières macédoniens enlevés au Kosovo près de son fief de Tanusevci deux jours auparavant.

Cette affaire, tout comme l'implication d'autres Albanais de Macédoine à Presevo et l'utilisation des routes au nord du pays pour approvisionner en armes l'UCPMB aggravent les tensions en Macédoine, où la surveillance des frontières par la police et les soldats macédoniens s'accroît. La réaction mesurée du nouveau régime serbe, à la différence des exactions commises au Kosovo en 1999, essouffle la guérilla, celle-ci ne parvenant pas à atteindre ses objectifs, faire intervenir des troupes internationales.

### L'UCK de Macédoine

D'autre part, la Serbie et la Macédoine resserrent leurs liens par des déclarations publiques et prévoient de coopérer afin de mieux contrôler leur frontière commune. Menacés, les clans albanais vivant à cheval sur cette frontière décident d'exporter la guérilla en Macédoine ou le rapport démographique entre slaves et albanophones pèse beaucoup plus sur la stabilité politique du pays. En février 2001, Tanusevci au nord de la Macédoine à la frontière du Kosovo est le premier village occupé par l'Armée de libération nationale (UCK de Macédoine dans laquelle d'anciens de l'UCK du Kosovo prêtent main forte aux Albanais de

Macédoine). Cette nouvelle guérilla installe une base arrière importante à Vitina au Kosovo autre fief de Xhavit Hasani. Le contrôle de la route reliant Skopje à Presevo, via Aracinovo et Kumanovo, deux centres importants du trafic de drogue, assurerait l'accès au couloir Salonique-Belgrade, obstrué au Kosovo, d'où l'intensité des combats sur cet axe. Aracinovo avait été le théâtre d'une très sombre affaire criminelle en janvier 2000, au cours de laquelle trois policiers macédoniens en contrôle avaient été abattus par des trafiquants albanais. Les coupables n'ont jamais été arrêtés, mais les perquisitions ayant suivi ce triple meurtre avaient permis de trouver d'importantes quantités de drogue.

Dans cette nouvelle guérilla albanaise en Macédoine, on retrouve certains déçus par l'échec de la guérilla en Serbie et au Kosovo, désireux de retomber sur leurs pieds dans une nouvelle région. Le frère de Ramush Haradinaj, le leader kosovar mis en cause par la presse albanaise pour trafic de cocaïne, Daut Haradinaj, son ancien bras droit, Gëzim Ostreni, ainsi que Rrustem Moustafa (Rémi), tous responsables dans le Corps de protection du Kosovo (KPC), transformation civile de l'UCK kosovare, figurent sur la liste noire du Département d'Etat américain à partir de juin 2001. Ils sont d'ailleurs suspendus de leurs fonctions au sein du KPC par la MINUK puis accusés par les autorités macédoniennes pour leurs rôles dans les actions de guérilla en Macédoine. Sabit Geçi, soupçonné d'être un chef mafieux, a été arrêté en octobre 2000 à Pristina, peu avant une vaste opération de la police des Nations-Unies contre ses intérêts (maisons, bars, lieux de prostitution) au cours de laquelle des armes, et de faibles quantités d'héroïne ont été trouvées. Hashim Thaçi est le leader qui s'est le mieux positionné au Kosovo, il est aussi le seul à avoir pris ses distances avec la guérilla en Macédoine et à soutenir Arben Xhaféri, le leader albanais par ailleurs critiqué dans sa propre communauté. Dans un contexte où les revendications politiques sont toujours d'actualité et légitimes, la Macédoine, victime de sa situation géographique, semble particulièrement menacée par les conflits d'intérêts mafieux régionaux, exportés du Kosovo et de Serbie.



lement utilisé pour fabriquer un haschisch d'excellente qualité. Les policiers népalais affirment également que ce sont souvent des trafiquants indiens qui louent les terres aux Népalais et les emploient comme main d'œuvre sur leurs propres champs pour cultiver du cannabis : ils leur fournissent des semences, leur apprennent à entretenir des pépinières et à fabriquer des variétés plus performantes comme le *mirchi*. Il est également permis de se demander si les rebelles maoïstes, à l'exemple de leurs frères d'armes du Sentier lumineux au Pérou avec la coca, tirent des ressources du haschisch. Les agents de la NDCLEU font par exemple remarquer que le haschisch saisi à Meerut provenait de la région de Lamahi qui, comme

tout le Népal de l'Ouest est sous le contrôle des guérilleros. Lamahi est le grand marché du haschisch provenant des régions de Rolpa, Rukum, Jajarko et Baglung, régions maoïstes par excellence. La drogue qui y est produite aboutit également à Chormara et Butwal, cette dernière est le bastion maoïste de l'ouest du pays. De même, le haschisch produit dans le centre du Népal, Makwanpur, Dhading, Nuwakot, est stocké à Hetauda sur la route vers la frontière. On observe que les leaders du mouvement se sont violemment attaqués à l'alcool et « autres fléaux sociaux » : ils ont détruit la production locale de vin et de spiritueux et ont proclamé la « Loi sèche » dans de nombreux districts. Les contrevenants ont été sévèrement punis. En

revanche, ils ne se sont pas prononcés au sujet des dérivés du cannabis et la production a suivi son cours, par exemple à Rolpa, le village où ils ont installé leur gouvernement et où la police est absente. Après l'arrestation de trafiquants de cannabis et la destruction de leur récolte par les forces de l'ordre, des postes de police ont été attaqués par des rebelles maoïstes. Ces derniers protégeraient des familles qui cultivent le cannabis. Ce qui ne fait de doute pour personne c'est qu'il est impossible que les cultures continuent dans l'ouest du Népal sans que la guérilla, qui contrôle toute la région, ne soit au courant. Soit elle laisse faire pour ne pas s'aliéner sa base sociale qui vit de ces cultures, soit elle en tire un profit substantiel pour la gestion de ses opérations.

## NIGERIA

# Lutte contre la drogue, nouvelles ambitions

**Le Nigeria, toujours considéré comme l'une des plaques tournantes importantes de la drogue en Afrique, cherche à casser cette image liée aux précédents régimes militaires. Depuis deux ans, des efforts sont engagés par la nouvelle administration civile dans la lutte contre la drogue. La bonne volonté affichée ne peut cependant faire oublier la vitalité des réseaux nigériens dans le trafic de drogue.**

Une saisie record de cocaïne a été effectuée le 27 août dernier au Nigeria, 60 kilos interceptés à bord d'un navire au Tin Can Island dans le port de Lagos pour une valeur de près de 7 millions de dollars (sur le marché local). La presse nigérienne a largement répercuté les conditions d'arrestation d'un trafiquant et de deux membres d'équipage, d'après les détails précis fournis par l'agence nationale de lutte anti-drogue, la NDLEA (National Drug Law Enforcement Agency). L'agence avait précisé que, lors de l'opération, ses agents avaient été sollicités par les trafiquants qui offraient, en échange du silence des policiers, une enveloppe de 334 000 dollars, un pot de vin refusé par les agents. Depuis plusieurs mois, les autorités nigériennes cherchent à montrer leur bonne volonté dans la lutte anti-drogue. Ainsi, l'agence nationale de lutte anti-

drogue, créée en 1990, a subi plusieurs changements ces derniers mois, le but étant de nommer à sa tête l'homme qui parviendrait à redorer le blason de services longtemps associés au trafic plutôt qu'à la lutte et qui saurait mettre en place de véritables moyens de lutte contre la drogue. Le président nigérien Olusegun Obasanjo, élu démocratiquement en février 1999, a placé le un nouvel homme à la tête de l'agence nationale de lutte contre la drogue. Bello Lafiagi, un officier des services de renseignement (State Security Service), la dirige désormais. C'est le troisième chef exécutif nommé à ce poste en 2 ans. Le premier, Ogbonna Onovo, un ami personnel du chef de l'État, a été mis en réserve pour de « plus importantes fonctions ». Le deuxième Iliya Lokadang avait pour mission de transformer la structure paramilitaire de l'organisation en une structure

civile « à visage humain ». Deux mois plus tard il était démis sans aucune explication. Selon les informations réunies par le correspondant de l'AEGD, les Etats-Unis auraient exigé la tête d'Iliya Lokadang, ne le jugeant pas un partenaire assez crédible (ou suffisamment pro-américain) pour monter des opérations conjointes entre les services nigériens et américains. De même l'ambassade américaine a opéré une forte pression sur le président et le 12 juin dernier il se séparait de Yakubu Lame, son conseiller spécial pour les drogues et les crimes économiques, un universitaire jugé sans compétence en la matière, mais nommé à ce poste à titre de récompense pour son rôle dans les campagnes électorales. Les Américains n'ont exprimé aucune objection à la nomination de Lafiagi à la tête de la NDLEA, le Nigeria a même été pleinement « certifié » au printemps 2001.

Jusqu'ici, la grande réforme de Lafiagi a été de persuader le Gouvernement d'augmenter considérablement les salaires des membres de la NDLEA, afin de lutter contre la corruption en évitant que les bas salaires conduisent les fonctionnaires à se laisser corrompre par les trafiquants comme cela a été souvent le cas par le passé.

#### **Cultures de cannabis et trafic de transit**

Un des principaux problèmes auxquels doit faire face le nouveau chef de la NDLEA est le développement exponentiel des cultures de cannabis. Confrontés à l'effondrement des prix des denrées agricoles sur le marché interne et à la demande de la marijuana nigériane sur le marché international, les paysans des régions agricoles du sud du pays, dans les états de Ondo, Edo, Delta et Rivers, abandonnent de plus en plus les cultures vivrières et de rente pour cultiver le cannabis. Le chef de la NDLEA de la région de Port Harcourt, Fidel Oguche a ainsi annoncé la saisie de 314 kg de marijuana et la destruction d'une ferme de cannabis durant les six premiers mois de l'année 2001. Au niveau national, entre 1994 et 1999, les saisies de marijuana avaient fluctué entre 15 et 20 tonnes chaque année. Les nouvelles directions de la NDLEA paraissent avoir accompli de substantiels progrès. Elle a annoncé en effet, pour l'année 2000, la saisie de 264 tonnes de marijuana, et la destruction de 1 000 t de cannabis sur pied.

Ces résultats mis en avant par les autorités semblent s'être étendus au transit des autres drogues. Ces dernières années, du fait de la délocalisation des réseaux nigériens dans les pays voisins plus vulnérables (Bénin, Togo, Tchad ou Niger) les saisies des drogues dures avaient régulièrement diminué. Celles de cocaïne sont passées de 90 kg en 1994 à 15 kg en 1999. En 2000 elles ont été de 50 kg d'après l'agence nigériane qui a bien su communiquer sur la saisie record de fin août dernier. Même phénomène en ce qui concerne l'héroïne dont les saisies étaient passées de 287,5 kg en 1993 à 5,8 kg en 1998. Elles ont été de 81,6 kg en 1999 et de près de 60 kg en 2000. Il en est de même pour les dérivés amphotaminiques : 322 kg kilos

saisis en 2000 contre 309 kg en 1997.

Ces succès doivent cependant être relativisés, si l'on en croit le rapport du Département des Etats-Unis pour 2000 qui affirme « que les chiffres exacts pourraient être très différents (*differ sharply*) de ceux fournis par la NDLEA ». Il est vrai que les Nigériens restent toujours aussi actifs au niveau du trafic international, en Colombie, au Brésil ou en Libye, où on continue d'arrêter des passeurs nigériens (source AEGD). Pour exemple, ces arrestations passées sous silence parce que routinières ou dérangeantes : ainsi à la fin du mois de septembre 1999, un Nigérien était arrêté à l'aéroport d'Accra en possession de 10 kg de cocaïne ; un mois plus tard, deux de ses compatriotes se faisaient prendre à l'aéroport de New Delhi avec 18,7 kg d'héroïne. En mars de la même année, un Nigérien a été condamné à dix ans de prison en Namibie en compagnie d'un Camerounais pour une affaire portant sur 17,5 kg de cocaïne, 9 Nigériens ont été arrêtés dans le Queens, à New York, pour falsification de cartes de crédits et vente d'héroïne ; un mois plus tard les douaniers thaïlandais ont saisi 33 kg d'héroïne à l'aéroport de Bangkok : ils étaient transportés par un Togolais qui se rendait à Lagos via Addis Abeba. Ce passeur a déclaré avoir été payé 8 000 dollars par un commanditaire nigérien. En 1999, la majeure partie de 55kg saisis au Pakistan en un seul jour était attribuable à des Nigériens (19 des 34 passeurs).

En décembre 1998, à l'occasion de la signature d'un accord de coopération entre l'Ouganda et le Nigeria pour lutter contre le trafic de drogues et le blanchiment d'argent, le ministre d'État pour les affaires internationales, le colonel Omaria, avait déclaré qu'au cours des deux dernières années, 20 Nigériens et 28 Ougandais avaient été arrêtés dans son pays et 30 kg d'héroïne, 8 kg de cocaïne et 781 000 cachets de Mandrax saisis. Il a également cité trois entreprises établies dans le pays, associant des Ougandais et des Nigériens, qui avaient servi de couverture pour le trafic de drogues. Le haut commissaire du Nigeria en Ouganda, Maman Daura, avait alors tenté de minimiser le rôle des ressortissants de son pays en

employant l'argument habituel selon lequel les détenteurs de passeports nigériens n'étaient pas nécessairement des Nigériens. En fait c'est bien souvent l'inverse qui se produit : les trafiquants nigériens préfèrent utiliser des passeports d'autres nationalités africaines a priori moins suspectes que la leur.

#### **Réduction de la demande et répression de l'offre**

La deuxième grande mission du nouveau patron de la NDLEA est de s'attaquer au problème de la réduction de la demande, un véritable « travail d'Hercule ». Et bien que ce volet figure dans le cahier des charges de l'institution, en collaboration avec le ministère de la justice, il a toujours été relégué au second plan. Il serait sans doute souhaitable que cette fonction soit confiée à un organisme séparé, mais les responsables de la NDLEA estiment que cela affaiblirait leur organisation. Cela d'autant plus que la NDLEA se plaint que les tribunaux militaires qui étaient chargés de juger les affaires de drogues ont été démantelés avec l'avènement de la démocratie et qu'elles sont prises en compte désormais par des tribunaux ordinaires. Les suspects ne peuvent être détenus plus de 24 h sans être présentés devant un tribunal. Du fait de l'encombrement des tribunaux, ils doivent souvent être relâchés, ce qui leur donne le temps d'acheter des protections et des témoins. En revanche, les lois nigérianes contre le trafic des drogues passent pour être parmi les plus sévères dans le monde. Mis à part la durée des peines de prison, les biens et les avoirs des condamnés sont systématiquement saisis, qu'ils proviennent ou non du trafic des drogues. Le Nigeria est également un des seuls pays du monde qui applique la double peine, c'est à dire qu'un ressortissant qui a purgé une peine de prison dans un pays étranger est condamné de nouveau au Nigeria dans le pays, non pour le même motif, mais « pour avoir traîné le nom du Nigeria dans la boue » (*for dragging the name of Nigeria in the mud*), d'après la loi nigériane. C'est la raison pour laquelle la plupart des Nigériens, pour ne pas être rapatriés dans leur pays, s'achètent un faux passeport d'un pays voisin, comme le

Bénin ou le Tchad. De là ils retournent clandestinement au Nigeria. Ce pays a également signé un traité d'extradition avec les Etats-Unis qui a notamment été mis en pratique dans

le cas de plusieurs « hommes d'affaires » nigériens importants. Les Etats-Unis, face aux critiques de ceux qui affirment qu'il s'agit là d'un abandon de la souveraineté de la part du

Nigeria, répondent que les dossiers des trafiquants se perdent dans les méandres de la justice du pays. Quatre barons de la drogue ont été ainsi remis aux Etats-Unis en novembre 2000.

## ESPAGNE

# Les trafiquants galiciens se reconvertissent

**Depuis plus d'un an, les trafiquants galiciens sont fortement réprimés par la police espagnole et les trafiquants colombiens emploient de nouvelles stratégies dans l'importation de la cocaïne vers l'Europe. Ces phénomènes conjugués ont porté un coup aux activités des trafiquants galiciens qui tentent leur reconversion en s'adaptant.**

Infiltrés par la police espagnole et réprimés, les trafiquants galiciens, partenaires traditionnels des trafiquants colombiens pour la réception et l'acheminement de la cocaïne colombienne en Europe via la Galice<sup>1</sup> et l'Espagne, ont incontestablement vu leur volume d'activité se réduire. Les trafiquants colombiens tendent en effet depuis un peu plus d'un an à contrôler directement leurs importations, en indépendants et en se passant des réseaux galiciens ou en empruntant de nouvelles routes maritimes, de plus en plus souvent via le détroit de Gibraltar. 45% de la drogue introduite en Espagne passe par la méditerranée, d'après la police espagnole. De même les trafiquants colombiens privilégient l'acheminement sur des cargos marchands ou porte-conteneurs. Il reste cependant un certain volume de trafic entre les Colombiens et les Galiciens mais ces derniers désormais ont déplacé leurs activités plus au nord de la Galice ou vers le Portugal. Les méthodes de réception de la drogue sont variées et dépendent des arrivées, conteneurs ou moyens traditionnels, petits bâtiments, yachts ou bateaux de pêche.

Depuis le début de l'année 2001, plus d'une tonne de cocaïne a été découverte dans des conteneurs du port de Vigo. En février, les douaniers espagnols

ont saisi 4 600 kg de cette drogue à bord d'un bateau de pêche galicien battant pavillon britannique qui croisait à 400 miles au sud-ouest des îles Canaries. En mars, non loin de la côte atlantique espagnole, une tonne de cocaïne a été saisie au moment où elle était transbordée d'un bateau-mère espagnol à un yacht de la même nationalité qui venait de Estepona. Dans ces deux derniers cas, la destination finale de la drogue était le Portugal. La diversification des points d'entrée de la drogue englobe maintenant le nord de la province de la Galice et le Portugal, devenu une alternative face au renforcement des contrôles policiers en Galice.

Déjà, en janvier 2001, deux Galiciens avaient été détenus à Lisbonne en possession de 2 700 kg de cocaïne qu'ils avaient introduits en utilisant un bateau de pêche. Ces joint-ventures entre Galiciens et Portugais ont renforcé le poids de ces derniers par rapport à leurs partenaires. En Galice, les bateaux transportant la cocaïne ne déchargent plus sur la côte ouest de l'Atlantique mais plus au nord-ouest vers les Asturies voire le golfe de Gascogne. En avril 2001, des paquets de cocaïne ont été rejetés par la mer, des plages de la côte Cantabrique jusqu'au Pays basque français. L'origine du chargement était probablement un bateau coulé

face aux côtes de Navia, dans les Asturies, qui s'apprêtait à les débarquer dans cette région en utilisant des vedettes rapides.

Les problèmes rencontrés avec les Colombiens dans le cas du transport de la cocaïne ont poussé les Galiciens à diversifier leur gamme de produits. S'il est vrai que le haschisch et l'héroïne ont fait partie des drogues qu'ils offraient, au cours des dernières années leur dépendance à l'égard de ces produits s'est accrue. Au cours de l'année 2000, les quantités d'héroïne saisies en Galice sont passées de 1 % à 17 % des saisies effectuées dans l'ensemble de l'Espagne. En mai, 100 kg d'héroïne turque ont été confisqués à O Porriño dans un camion immatriculé en Macédoine conduit par un chauffeur de cette nationalité. En mai 2000, a été démantelée une organisation galicienne qui, selon la police, recevait de Turquie 100 kg d'héroïne. Dans le cas de cette drogue, le paiement de la marchandise, ou d'au moins la moitié de cette dernière, se fait en avance en Turquie, ce qui implique une modification importante du type de relation que les Galiciens entretenaient avec leurs partenaires colombiens.

1• La Galice se situe à la pointe Nord-Ouest de l'Espagne juste au-dessus de la frontière avec le Portugal.

*Lettre*  
internationale des drogues

Directeur de la publication  
Philippe Dossal  
Rédacteur en chef  
Paskal Chelet  
Lettre mensuelle d'information en  
français et anglais éditée par



11 rue des Olivettes  
44000 Nantes - France  
AEGD@WANADOO.fr  
02 40 08 20 61  
Etranger : 00 33 2 40 08 20 61

Réalisation Double-Mixte SARL  
Impression Espace Repro SARL  
37 rue du pré Gauchet  
44000 Nantes

Vente uniquement par abonnement  
11 numéros par an : 250 euros  
Dépôt Légal à parution  
N° de commission paritaire en  
cours.